

CHIFFRES CLES

octobre-décembre 2019

juin-août 2020



Populations en situation difficile (phase 3 à 5 du CH)

Plus de 1.444.905
7 % de la population (8 Départements)

Plus de 1.932.539
9 % de la population (14 Départements)



Populations dans les régions les plus affectées nécessitant une action immédiate pour sauver leurs vies et protéger leurs moyens d'existence

REGION	SITUATION COURANTE	SITUATION PROJETEE
AGADEF	26 229	37 881
DIFFA	79 005	108 568
DOSSO	38 288	61 072
MARADI	213 671	339 315
NIAMEY	65 894	88 856
TAHOUA	256 113	339 612
TILLABERI	345 538	466 238
ZINDER	420 168	490 998
TOTAL	1 444 905	1 932 539

FAITS SAILLANTS

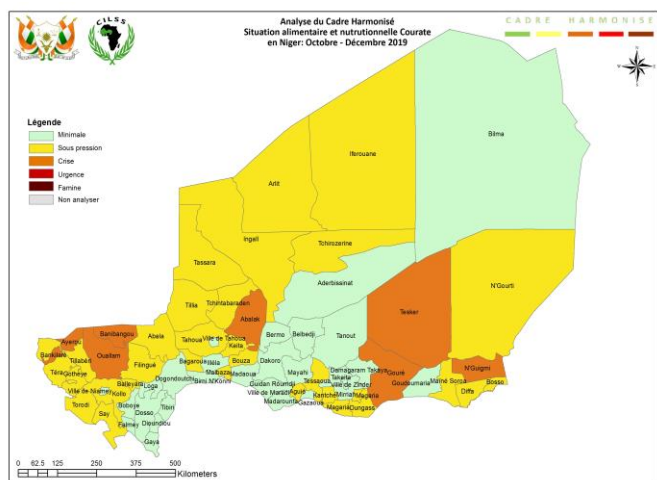
- ✓ Des zones de mauvaises productions notamment toutes les régions de Tillabéri et Diffa, le nord Maradi (Mayahi, Tessaoua et Dakoro), le nord Dosso (département de Dogondoutchi ; le nord Zinder (départements de Gouré, Damagaram Takaya, Tanout et Takiéta et nord Tahoua (Abalack) ;
- ✓ Une production fourragère en zone pastorale jugée globalement mauvaise avec des poches de productions nulles notamment les bandes de : N'Gourti, N'Guigmi, Goudoumaria, Mainé Soroa (Diffa) ; Tesker, Tenhya, Damagaram Takaya et Belbédji (Zinder) ; Bermo, Ourafane, Kanam Bakaché (Maradi) ; Abala, Banibangou, Ouallam, Ayorou, Bankilaré, Téra (Tillabéri).
- ✓ Une situation sécuritaire qui continue d'impacter négativement les moyens d'existence des ménages dans certaines zones localisées : Bassin du Lac Tchad, Liptako Gourma, nord Tillabéri, nord Tahoua et sud Maradi ;
- ✓ Des inondations par endroits ayant occasionné des pertes en vies humaines et des dégâts sur les moyens d'existence des populations, notamment dans la région de Diffa.

Malgré ces différents chocs ayant impacté la sécurité alimentaire et nutritionnelle, au plan national, on observe actuellement :

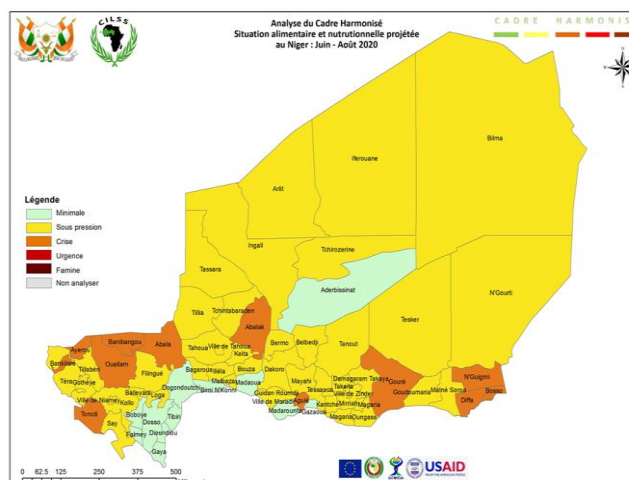
- ✓ Un bon niveau d'approvisionnement des marchés en produits alimentaires avec une baisse des prix des céréales comparées à la même période en 2018 et à la moyenne des cinq dernières années ;
- ✓ Un maintien de l'amélioration des prix des animaux, avec comme effet, des termes de l'échange globalement favorables aux éleveurs et agropasteurs acheteurs des céréales ;
- ✓ Une situation nutritionnelle marquée par une baisse du taux de MAG NATIONAL passant de 10,7% (2019) à 14,4 (2018)

CARTES DU CADRE HARMONISÉ - SITUATION COURANTE ET PROJETEE

Situation courante



Situation projetée



APERCU DE LA SITUATION

Pour la situation courante (octobre-décembre 2019), l'insécurité alimentaire au Niger a atteint le niveau sévère (crise) pour **1.444.905 personnes**. Ces personnes sont réparties dans pratiquement tous les départements avec une forte concentration dans **huit (8) départements (Bankilaré, Ayorou, Ouallam, Banibangou, Abalack, Gouré, Tesker et N'Guigmi)** où les proportions des personnes en insécurité alimentaire sévère atteignent au moins 20% de leurs populations. Ces personnes sont constituées d'hommes, de femmes et d'enfants de moins de 5 ans dont la situation alimentaire actuelle est caractérisée par une consommation alimentaire pauvre et faiblement diversifiée, un début de mise en œuvre des stratégies négatives comme la vente des avoirs productifs et des déséquilibres entre le poids et la taille au niveau des enfants. La situation des ménages se trouvant dans cette insécurité alimentaire est préoccupante. Ces ménages sont, surtout ceux ayant été affecté par d'importants déficits de productions agropastorales, des chocs comme les inondations 2019 et les effets de l'insécurité civile avec le dysfonctionnement des marchés et les restrictions des mouvements des personnes et leurs biens.

Pour la situation alimentaire projetée en juin-août 2020 qui coïncide avec la période de soudure, la prévalence de l'insécurité alimentaire pourrait persister au niveau sévère ou crise et urgence avec une augmentation du nombre de départements et de la proportion des personnes touchées. Ainsi, **14 départements (Bankilaré, Ayorou, Ouallam, Banibangou, Abala, Torodi, Abalack, Keita, Aguié, Gouré, Tesker, N'Guigmi, Diffa, Bosso,)** pourraient vivre cette insécurité alimentaire sévère. Aussi, si des dispositions idoines ne sont pas prises, **1.932.539 personnes** pourraient vivre une situation de crise alimentaire. Les facteurs qui concourent à cette situation sont surtout une persistance de l'insécurité civile et ses impacts négatifs sur la disponibilité et les prix des produits alimentaires sur les marchés, une insuffisance de la réponse aux effets des inondations 2019, une insuffisance dans la mobilisation des ressources en faveur du Plan de Soutien et du Plan Humanitaire des Nations Unies 2019/2020.

La répartition par région des populations en insécurité alimentaire sévère en période courante (octobre-décembre 2019) et en période projetée (juin-août 2020) est donnée dans le tableau ci-dessus.

LES CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Les épisodes secs durant la campagne agricole 2019, combinées aux facteurs structurels de baisse de la fertilité des sols et aux attaques nuisibles des cultures ont engendré des déficits de production agricole dans certains départements.

Le déficit fourrager, la récurrence des événements aigus tels que les inondations, sont en autres des éléments de causalité limitant ainsi la disponibilité et l'accès aux aliments aux ménages pauvres et très pauvres.

La tension sécuritaire, dans le Lac Tchad, dans la région de Tillabéri et au Nord de la région de Tahoua et le sud Maradi crée des incertitudes sur le fonctionnement des marchés locaux et contribuera à la détériorer de la situation alimentaire et nutritionnelle et les moyens d'existence.

RECOMMANDATIONS POUR UNE REPOSE IMMEDIATE

A L'ENDROIT DU GOUVERNEMENT ET SES PARTENAIRES

Assister les populations en phase crise et urgence par des programmes de transfert monétaire et des ventes à prix modérés et d'aides alimentaires gratuites ;

Assurer les interventions de prévention et de prise en charge de la malnutrition ;

Surveiller et entreprendre des actions de résilience en faveur des populations en insécurité alimentaire notamment pour les populations en phase « sous pression » et « minimale » pour protéger leurs moyens d'existence ;